

3. L'environnement global, un substitut à la Guerre froide pour parvenir au gouvernement mondial

L'écroulement du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 ont été perçus comme une catastrophe par un certain nombre de cercles, notamment les héritiers de Russell, qui voyaient dans la menace atomique permanente découlant de l'affrontement Est-Ouest, la possibilité de forcer la création d'une institution supranationale globale. Ces milieux ont immédiatement cherché des «menaces de substitution» et sont rapidement tombés sur l'environnement.

En fait, l'environnement a été très tôt perçu comme un puissant moyen de mobiliser les institutions et de forcer les Etats-nations à se soumettre à une loi supérieure, celle de la planète. Le rapport *Halte à la croissance ?* cite ainsi un discours du secrétaire général de l'Onu, Ulrich Thant :

«Je ne voudrais pas dramatiser, mais la seule conclusion que je puisse tirer des informations en ma possession, c'est qu'il reste à peine dix ans aux nations membres de l'Onu pour oublier leurs anciennes querelles et s'associer pour mettre un terme à la course aux armements ; pour sauver l'environnement, pour freiner l'expansion démographique et pour donner l'impulsion nécessaire au développement des contrées les moins privilégiées.

«Si l'on ne parvient pas à un tel accord au cours de la prochaine décennie, j'ai bien peur que les problèmes que j'ai soulevés aient pris une telle ampleur qu'il sera devenu totalement impossible de les surmonter.»

Ce discours correspondait exactement aux thèses développées dans un rapport qui fit grand bruit aux Etats-Unis, lorsqu'il parut anonymement en 1967 : *Report from the Iron Mountain on the Possibility and the Desirability of Peace*. Ce texte se présentait comme le résultat du travail d'un groupe d'experts commandité par le gouvernement américain. Il provoqua un tel choc que la Maison Blanche dut démentir toute responsabilité dans sa création. En fait, il semble bien que ce groupe d'experts ait bien été commandité par l'administration Kennedy, sans doute à l'initiative de McGeorge Bundy et McNamara. C'est ce qu'affirme John Kenneth Galbraith, le célèbre économiste, qui fut lui-même invité à participer à ce groupe. Il écrit dans la préface de l'édition française du rapport :

«De même que je prends personnellement la responsabilité de l'authenticité de ce document, je puis témoigner en faveur de la justesse de ses conclusions. Mes réserves ne concernent que l'imprudence avec laquelle il a été mis à la disposition du public, qui n'était évidemment pas prêt à le comprendre.»

De fait, l'un des membres du groupe confia le manuscrit du rapport à Leonard Lewin pour qu'il le publie. Anatole Rappoport, du Tavistock Institute, témoigna également en faveur de l'authenticité de ce rapport, qui aurait été écrit entre 1963 et 1965. Le gouvernement américain souhaitait analyser la situation nouvelle qui découlait de la Guerre froide entre deux superpuissances atomiques. Tout affrontement étant exclu par la doctrine de destruction mutuelle assurée, on allait vers la paix perpétuelle, situation inédite pour l'humanité. En résumé, le rapport soutient que la guerre remplit des fonctions fondamentales dans la société : maintien de la cohésion sociale, fort contrôle gouvernemental sur l'économie, contrôle de la surpopulation, source de progrès scientifique et d'inspiration artistique, etc. La guerre étant devenue impossible, elle ne peut plus assumer ses fonctions sociales de façon crédible, il faut lui trouver un substitut. Le rapport examine de nombreuses possibilités, parmi lesquelles la menace écologique occupe une place de choix :

«Le modèle consistant à polluer le milieu ambiant [volontairement, pour obtenir une menace de substitut] ne paraît pas répondre suffisamment aux exigences d'un contrôle social immédiat, sauf s'il consistait en une accélération arbitraire des tendances actuelles à la pollution, ce qui, en revanche, poserait la question de savoir si de telles pratiques pourraient être acceptables politiquement. La question poserait une nouvelle attitude à l'égard de *la création d'ennemis fictifs* demanderait à être encore sérieusement étudiée. (...)

«La pollution totale du milieu pourrait remplacer la possibilité de destruction en masse par des engins nucléaires en tant que principale menace apparente exercée contre la survie de l'espèce. L'empoisonnement de l'air ainsi que des sources principales de nourriture et d'eau est déjà en bonne voie et, à première vue, pourrait apparaître comme prometteur, vu sous cet angle ; cet empoisonnement constitue une menace contre laquelle on ne peut se défendre qu'en utilisant à fond l'organisation sociale et le pouvoir politique. Mais selon ce qu'on en sait aujourd'hui [en 1967], il faudra encore attendre la vie d'une génération ou d'une génération et demie avant que la pollution du milieu ambiant, si grave qu'elle soit déjà, devienne suffisamment menaçante, à l'échelle mondiale, pour pouvoir offrir une base possible à une solution de ce genre.

«Il est vrai que le taux de pollution pourrait être accru de façon sélective à cette fin ; en fait, la simple modification des programmes actuellement appliqués pour éviter la pollution pourrait accélérer le processus dans une mesure suffisante pour rendre plus rapidement cette menace digne de foi. Mais le problème de la pollution a été si largement exposé au public au cours des dernières années qu'il semble désormais hautement improbable qu'un programme de pollution du milieu, délibérément entrepris, puisse être utilisé d'une manière acceptable à des fins politiques.

«Si invraisemblables que puissent paraître les ennemis de remplacement possibles dont nous venons de parler, il nous faut insister sur le fait qu'il en faudra trouver un, d'une ampleur et d'une crédibilité suffisantes, si l'on veut que la transition vers la paix aboutisse un jour sans désintégration sociale. Il est plus que probable, selon nous, *qu'une telle menace devra être imaginée, plutôt que créée*, à partir de situations inconnues.» (Leonard Lewin, *Report from the Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace*, New York, the Dial Press, 1967. Traduit en français sous le titre *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Levy, Paris, 1967. C'est nous qui soulignons.)

Le rapport eut un effet détonant sur une société américaine. Même si de nombreux auteurs l'ont dénoncé comme une plaisanterie malsaine, ou on relevé ses approximations scientifiques (en économie et en sociologie), il a de toute façon provoqué un débat en profondeur, nourri d'un mélange de fascination et d'horreur qui peut s'expliquer ainsi : même s'il est évident que ses hypo-

thèses sont inhumaines et totalitaires, il ne l'est pas moins que celles-ci ont été acceptées par nos dirigeants et nos sociétés. Le « discours fort », révolutionnaire, sert aussi de justification intellectuelle au totalitarisme en préparation.

Comme le rapport *Halte à la croissance ?* qui le suivra, ce document doit être considéré comme une opération de manipulation psychologique à l'échelle planétaire (quoique son impact immédiat s'est surtout fait sentir aux Etats-Unis), un épisode majeur de la guerre psychologique et idéologique menée par les malthusiens pour transformer le paradigme des sociétés occidentales.

Les idées de la « Montagne de fer » (Iron Mountain) vont en effet prendre racine et aboutir, *in fine*, à la création d'une nouvelle menace globale, le réchauffement global. Problème transfrontalier, transversal et systémique, ce réchauffement global possédait toutes les qualités requises du point de vue des opposants à la société industrielle : en touchant aux émissions de carbone et de méthane, on touche au cœur de l'industrie et de l'agriculture modernes.

Par sa nature systémique, le problème du réchauffement global force la création d'institutions supranationales. Le totalitarisme se présente alors comme une nécessité logique parée d'une justification scientifique.

Le rapport que la Commission trilatérale (voir encadré p.46) fit paraître en 1991, juste avant le Sommet de la Terre de Rio, va reprendre les idées maîtresses de la « Montagne de fer » (Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji, *Beyond Interdependence*, New York, Oxford University Press, 1991) :

« La crainte d'un conflit nucléaire, qui a exercé une pression psychologique considérable à une époque, s'est traduite par un soutien politique à l'effort de défense, est en train de s'estomper. *Mais certaines menaces environnementales pourraient finir par exercer la même pression dans l'esprit des peuples.* Tout comme l'arme nucléaire, certaines formes de dégradation environnementale constituent des menaces mortelles, l'une comparable à une attaque cardiaque, l'autre à un cancer. Les négociations environnementales pourraient ressembler aux négociations en matière de désarmement. Mais elles différeront au moins sur un point fondamental. Une nation ne peut utiliser l'arme nucléaire comme moyen de pression politique que si elle est forte dans les domaines militaire, technologique et économique. Un pays n'a pas besoin d'être riche ou puissant pour se servir des questions environnementales comme moyen de pression [en refusant de coopérer]. » (C'est nous qui soulignons.)

« En résumé, les années 90 seront moins favorables à la coopération entre les pays de la Trilatérale que ne le furent les années 70 et 80. En l'absence d'une menace extérieure suprême, facilement dramatisée, les citoyens des pays démocratiques auront naturellement tendance à se préoccuper des affaires intérieures et à aborder les problèmes dans une perspective paroissiale. *Mais la Commission trilatérale peut aider à dramatiser les coûts d'un manque de coopération trilatérale et d'une division de l'économie mondiale en blocs séparés.* » (C'est nous qui soulignons.)

Et Albert Gore, vice-Président américain, popularisera ce thème dans son livre *Earth in the Balance* (Houghton Mifflin Company, Boston, 1992) :

— « De plus en plus de gens se joignent au mouvement de résistance [à la destruction écologique], mais le temps est venu de faire de cette lutte le *principe organisateur central de la civilisation mondiale.* (...) »

« J'ai la conviction que nous devons choisir une ligne d'action sans équivoque, il nous faut faire de la sauvegarde de l'environnement l'épine dorsale de notre civilisation. » (C'est nous qui soulignons.)

Le clone français d'Albert Gore, Michel Barnier, ancien ministre et commissaire européen, reprend aussi la thématique trilatérale :

«[L'ampleur du désastre écologique révélé par la faillite de l'empire soviétique] justifierait un véritable "plan Marshall" de l'écologie, financé essentiellement par l'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon.»

Et le Club de Rome, dans son rapport *Question de survie* (1991), entérine l'adoption définitive par les malthusiens de cette stratégie :

«A la recherche d'un nouvel ennemi qui nous ferait nous unir contre lui, nous en sommes venus à penser que la pollution, la menace du réchauffement de la Terre, la pénurie d'eau, la famine et le reste étaient les bons candidats. Tous ensemble, avec en plus leurs interactions, ces phénomènes constituent effectivement la menace commune qui appelle la solidarité de tous les peuples.»

Des «modifications institutionnelles» pour sauver l'atmosphère

En fait, de tous ces facteurs, c'est la protection de l'atmosphère qui s'est révélée le facteur le plus efficace en terme d'impact médiatique.

Dès 1975 une conférence intitulée «L'atmosphère menacée et menaçante» fut organisée par l'anthropologue Margaret Mead. Cette dernière expliqua que «c'est la croissance sans précédent de la population mondiale qui a certainement l'influence la plus déstabilisante pour la biosphère». La conclusion était évidemment la nécessité de réduire la population humaine et son activité industrielle.

Pour que l'opinion publique accepte cette réduction, Margaret Mead proposa ce qui suit :

«Ce que nous demandons aux scientifiques, ce sont des estimations présentées avec suffisamment de conservatisme et de plausibilité. (...) C'est ce qui nous permettra de commencer à construire un système d'alerte artificielle, mais d'alerte efficace, le genre d'alerte qui pousse les animaux à fuir avant le cyclone. (...) Il faut rendre clair que les peuples de toutes les nations sont physiquement interdépendants. Ce n'est que comme cela que nous parviendrons à obtenir les sacrifices dont les hommes sont capables. (...) Il faut donc concentrer toute notre attention sur les dangers qui concernent l'humanité dans son ensemble. (...) [Les chercheurs en] sciences de la nature doivent donc développer des manières de décrire le danger qui nous menace d'une façon qui soit plausible entre eux».

Autrement dit, la vérité scientifique n'a pas d'importance, seules comptent les explications plausibles sur lesquelles se met d'accord un «club» qui détermine ce que doit croire la population.

La menace du réchauffement climatique une fois établie dans les esprits, suite à diverses manipulations, on peut passer à l'étape suivante : la création d'institutions supranationales. C'est ce qu'affirme en 1987 la Commission Brundtland (Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du fleuve, Les publications du Québec, 1989) :

«L'important n'est pas vraiment de savoir si ces avenir énergétiques plus modérés et efficaces sont tout à fait réalisables selon le calendrier prévu. Il s'agit plutôt d'opérer de profonds remaniements politiques et institutionnels pour restructurer les investissements afin de pouvoir se lancer sur cette voie.»

Mais la Commission trilatérale, dans *Beyond Interdependence*, avertit qu'«il faudra du courage et une vision politique pour surmonter ces obstacles et procéder à des modifications politiques et institutionnelles sur une échelle inconnue depuis la Deuxième Guerre mondiale.»

Et les hommes d'Etat n'hésitent pas à approuver, tel François Mitterrand :

«Je crois, en effet, qu'il est nécessaire de créer un organisme supranational qui sera seul capable de veiller efficacement au respect des réglementations internationales qui devront être édictées dans ce but [la protection globale de l'atmosphère]. (Changements climatiques, ce qu'en pensent les hommes d'Etat, OMM, Genève, 1991.)

Vers une dictature écologiste mondiale

Quels seront ces institutions nouvelles, supranationales, et comment opéreront-elles vis-à-vis des Etats-nations ? Le premier point est qu'elles ne seront pas démocratiques. La plupart des penseurs écologistes sont élitistes et se livrent à des critiques acerbes contre la démocratie et le peuple avachi. La souveraineté nationale et la légitimité démocratique des gouvernements sont généralement dépeintes comme des vestiges du passé qui empêchent les décisions rationnelles et efficaces et qui laissent la planète Terre sans défense face aux agressions écologiques de l'homme. Au mieux, elles sont inefficaces, comme l'affirme la Commission Brundtland :

«En outre, l'idée de souveraineté nationale a été radicalement modifiée du fait de l'interdépendance sur les plans économique, écologique et de la sécurité. Le patrimoine commun de l'humanité ne saurait être géré à partir d'un centre national, quel qu'il soit : un Etat seul ne saurait maîtriser des menaces contre des écosystèmes s'étendant à plusieurs pays. On ne peut pallier des menaces contre la sécurité de l'environnement que par une gestion commune et que par des procédures et des mécanismes multilatéraux.»

Plus loin, la Commission affirme, citant le ministre canadien de l'Environnement Tom McMillan, qu'il faut établir «entre les pays une coopération qui leur permette de surmonter la souveraineté».

Dans un communiqué de presse à l'occasion du sommet de Rio, Michel Rocard, membre du groupe de Bilderberg et animateur de la «deuxième gauche» française fit ces déclarations fracassantes :

«Ne nous faisons pas d'illusions. La communauté des nations doit faire pression ou même utiliser la contrainte contre les pays dont les installations menacent l'environnement. Les instruments internationaux doivent être transformés en instruments de coercition, de sanction, de boycott et, d'ici quinze ans peut-être, de confiscation pure et simple de toute installation dangereuse. Pour parler franchement, ce que nous voulons, c'est légitimer le contrôle de l'application des décisions internationales.

«Il nous faut une véritable autorité mondiale qui aura en charge le suivi des décisions internationales telles les traités signés [à Rio]. (...) Cette autorité doit avoir la capacité de faire exécuter ses décisions. Il lui faut des moyens de contrôle et de sanction. Je connais l'appréhension de certains pays quand ils considèrent que leur souveraineté est menacée. Mais nous ne traitons pas de problèmes nationaux. Il s'agit de problèmes internationaux. La pollution ne connaît pas de frontières et le

niveau de la mer ne peut varier en un endroit sans varier également ailleurs. (...) Evidemment, cette autorité supranationale devra être une autorité mondiale. C'est précisément ce caractère international qui favorisera les pays les plus pauvres en les faisant bénéficier de ressources supplémentaires.»

Par rapport à ces institutions, la démocratie est un obstacle. La Commission trilatérale avait consacré un rapport entier à ce sujet (*La crise de la démocratie*, Samuel Huntington, Michel Crozier, Joji Watanuki, 1975) :

«Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à l'extension illimitée de la démocratie politique. (...) Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et qui s'est engagé dans des programmes intérieurs [pour répondre aux demandes de sa «base»] aura peu de moyens, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à la population des sacrifices pouvant être nécessaires.»

C'est quasiment le même discours que tient le Club de Rome dans *Halte à la croissance ?* :

«A toutes ces difficultés s'en ajoutera une, majeure, dans la pratique : l'homme politique normal et même l'homme d'Etat n'agit en général qu'en fonction d'horizons purement électoraux ; ces horizons sont naturellement très en deçà des périodes sur lesquelles, face à certaines évolutions, devraient porter notre réflexion et nos actions. Il y a là une contradiction fondamentale dont il convient d'être conscient et qui ne sera surmontée qu'au prix de changements profonds dans les comportements et dans la nature et l'exercice de certains pouvoirs.»

Alexander King, fut le deuxième président du Club de Rome, prototype du technocrate international, déclarant n'avoir «plus de nationalité», il a dirigé les affaires scientifiques de l'OCDE. Il estime que ce sont des gens comme lui qui doivent remplacer les gouvernements démocratiques :

«[Les technocrates internationaux] sont les éminences grises de "plusieurs gouvernements. Leur existence permet de résoudre le problème constitutionnel classique : comment concilier le pouvoir d'une indispensable mais ésotérique élite d'experts avec les droits des hommes et des parlementaires au sein d'un gouvernement démocratique" [citant Niger Calder, *Technopolis*, Mac Gibbon, 1969] De plus, échappant aux pressions politiques nationales [c'est-à-dire n'ayant pas de compte à rendre aux électeurs], il [le technocrate international] peut être influent [et] faciliter une coordination des différentes politiques nationales.»

Les technocrates internationaux qui officient au sein de l'OCDE, du PNUE, de la CE, des secrétariats des divers traités internationaux sur la protection de l'environnement global et de bien d'autres institutions correspondent effectivement à ce qu'Alexander King attend. Ils peuvent, d'un trait de plume, après des manipulations de couloir, décider que telle substance est cancérigène, qu'il faudra appliquer telle limite aux émissions de tel produit, voire interdire complètement la production et la commercialisation de certaines molécules chimiques. Sauf dans les rares cas où une industrie nationale particulière a su mobiliser ses représentants nationaux et leur faire comprendre l'importance vitale de ce qui peut apparaître comme un détail technique, les réunions internationales au cours desquelles on procède au vote se résument souvent à entériner des décisions déjà prises en petit comité.

Comme exemple caractéristique, nous nous référons à l'annexe 4 où l'on

montre comment un seul chercheur, appuyé par des technocrates internationaux, a pu prétendre parler au nom de toute la communauté scientifique mondiale.

Le protocole de Montréal : précédent

Le protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone, signé en septembre 1987, puis modifié à Londres (juin 1990) et à Copenhague (novembre 1992), est le prototype expérimental des traités internationaux sur l'environnement. La plupart des nations, notamment du tiers monde, n'ont pas signé ce traité parce qu'elles étaient convaincues de ses fondements scientifiques (à ce sujet, voir le livre *Ozone, un trou pour rien*, Editions Alcuin, 1992, qui synthétise les critiques scientifiques contre la théorie officielle). On peut citer aussi le directeur de la recherche météorologique de la NOAA (l'agence américaine de l'océan et de l'atmosphère) Melvyn Schapiro, qui déclarait en 1993 :

«S'il n'y avait pas d'argent dans cette affaire, elle serait traitée rationnellement et avec honnêteté intellectuelle. Quand vous déclarez que la menace du trou dans la couche d'ozone est une escroquerie, vous attaquez non seulement l'intégrité scientifique des gens, mais aussi leur porte-monnaie. Il s'agit d'argent, uniquement d'argent.»

Elles l'ont fait parce qu'elles avaient littéralement le revolver de la police mondiale sur la tempe. Il existe en effet une clause dans le traité de Montréal qui exige de ses signataires une guerre économique contre les non-signataires. L'article 4 du traité, intitulé «Contrôle du commerce avec les pays non-parties» décrit en détail les actions qui seront entreprises contre toute nation non-signataire. Il s'agit pour l'essentiel d'un embargo.

Dans un éditorial non signé du 9 mars 1989, la célèbre revue scientifique *Nature* écrivait :

«Selon ce journal, l'intérêt [du protocole de Montréal] vient d'abord du précédent qu'il crée aux conventions beaucoup plus contraignantes qui devront être signées s'il devient un jour nécessaire de parvenir à un accord international sur les émissions de gaz carbonique pour éviter l'effet de serre.»

Et le directeur du PNUE, Mustapha Tolba de confirmer lors de la réunion de Londres :

«Les mécanismes que nous avons conçu pour le protocole serviront — très probablement — de modèle aux institutions créées pour contrôler [les rejets de] gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique.»

Citons enfin ce propos de Richard Benedick, le négociateur américain de la Convention de Vienne (1985) et du protocole de Montréal qui déclare de façon très candide dans son livre *Ozone Diplomacy* :

«L'aspect le plus extraordinaire du traité de Montréal, fut probablement l'imposition à court terme de coûts économiques substantiels pour protéger notre santé et l'environnement de dangers futurs non prouvés qui s'appuient sur des théories scientifiques et non sur des données solides.»

Laissons la conclusion à Paul Crutzen, spécialiste de l'atmosphère, codétenteur du prix Nobel pour ses travaux sur la couche d'ozone. C'est donc un des pères scientifiques du Protocole qui s'exprime (*Le Monde* du 30 janvier 1997 :

«Lorsque des prévisions apocalyptiques furent avancées, on ne connaissait pas exactement l'ampleur de la détérioration de la couche d'ozone. Maintenant on sait que les dégâts sont très faibles. La démonstration a été faite que la couche d'ozone se détériore à un rythme fort ralenti.»

La Commission trilatérale

Fondée en 1973 par David Rockefeller, alors président de la Chase Manhattan Bank, la Commission trilatérale s'est définie dès son début comme un gouvernement mondial «parallèle», regroupant les élites financières et économiques du monde anglo-saxon et les architectes de la «détente» autour d'Henry Kissinger. Outre David Rockefeller, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, Lloyd Cutler, Jimmy Carter, Raymond Barre, George Ball, on trouve parmi les hommes de la Trilatérale les dirigeants de la British Petroleum, de la Royal Dutch Shell, des compagnies pétrolières américaines, de Rio Tinto Zinc, et de l'Anglo-American Corp., etc.

En 1975 paraît le rapport sur la crise de la démocratie, suivi de groupes de travail organisés dans le cadre du *Projet pour les années 80*. Puis, en 1976, avec l'accession à la présidence de Jimmy Carter, c'est la période reine de la Trilatérale. Tous les ministres de son gouvernement en sont membres et appliquent la politique définie dans deux rapports écrits par la Trilatérale : *Global 2000* et *Projet pour les années 80*.

Si la Trilatérale a vu son influence baisser avec la présidence Reagan, elle reste un rouage essentiel pour ceux qui veulent imposer une politique malthusienne à l'échelle mondiale. Parmi ses membres français, anciens ou actuels, citons Marcel Boîteux, ancien président d'EDF, Paul Delouvrier, ancien président d'EDF et ancien président de la CECA, Edmond de Rothschild, Didier Pineau-Valencienne, Michel David-Weill, Jean Deflassieux, ancien président du Crédit Lyonnais, Alain Gomez, ancien président de Thomson, Michel Crozier, membre des futuribles et ancien directeur de *L'Express*, Thierry de Montbrial, directeur de l'Institut français des relations internationales, Michel Albert, etc.